

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/W/8**

22 juin 1995

(95-1662)

---

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

## GROUPE DE TRAVAIL DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Modèle de questionnaire proposé pour les notifications concernant les subventions  
présentées au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires et au titre de l'article XVI  
du GATT de 1994

Note du Secrétariat

A la réunion du 14 juin 1995 du Groupe de travail, le modèle ci-joint de questionnaire pour les notifications concernant les subventions présentées au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et au titre de l'article XVI du GATT de 1994 a été approuvé *ad referendum*.

A moins qu'une délégation informe le Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires, M. Ole Lundby, ou le Secrétariat (Clarisse Morgan, tél.: 739 5508), d'ici au vendredi 7 juillet 1995, qu'elle a une objection à formuler au sujet d'une partie du document, le consensus *ad referendum* sera réputé confirmé. Le modèle de questionnaire sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion extraordinaire du Comité, qui se tiendra pendant la semaine du 17 juillet 1995, afin que le Comité l'approuve formellement. Il sera ensuite transmis au Conseil du commerce des marchandises pour adoption finale.

Modèle de questionnaire pour les notifications concernant les subventions  
présentées au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires et au titre de l'article XVI  
du GATT de 1994

Règles générales

1. Les subventions ci-après doivent faire l'objet de notifications au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et au titre de l'article XVI du GATT de 1994:
  - a) toutes les subventions spécifiques, telles qu'elles sont définies aux articles premier et 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC"), seront notifiées conformément à l'article 25.2 de l'Accord SMC;
  - et
  - b) toutes les autres subventions (autre celles décrites à l'alinéa a)), qui ont directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit du territoire du Membre qui accorde ou maintient les subventions, ou de réduire les importations de ce produit sur son territoire, seront notifiées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994.
2. Il est entendu que les notifications présentées conformément au modèle de questionnaire ci-après satisferont aux prescriptions en matière de notification de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994.
3. Tout Membre qui estime qu'il n'y a pas sur son territoire de mesures qui doivent être notifiées en vertu de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994 en informera par écrit le Secrétariat.
4. La teneur des notifications devrait être suffisamment précise pour permettre aux autres Membres d'évaluer les effets sur le commerce et de comprendre le fonctionnement des subventions notifiées.
5. Il est reconnu que la notification d'une mesure ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, ni des effets au sens de l'Accord SMC, ni encore de la nature de la mesure elle-même.
6. Dans la mesure où les subventions sont accordées pour des produits ou secteurs spécifiques, les notifications devraient être structurées par produit ou secteur.
7. Dans la mesure où les renseignements demandés dans une question ne sont pas fournis, la raison en sera indiquée dans la réponse à cette question.
8. Conformément à l'article 25.1 de l'Accord SMC, les notifications concernant les subventions seront présentées chaque année au plus tard le 30 juin.
9. Les Membres présenteront de nouvelles notifications complètes tous les trois ans (étant entendu que 1995 sera l'année où de nouvelles notifications complètes seront présentées pour la première fois au titre de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994) et, dans l'intervalle, des notifications de mise à jour.

Renseignements à fournir

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention.
2. Période sur laquelle porte la notification.
3. Objectif général et/ou objet de la subvention.
4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée).
5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.).
6. A qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée).
7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée.
8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application.
9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s). Toutes les données statistiques communiquées en réponse à cette question doivent porter sur:
  - a) les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
  - b) une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.